

Subsides

● (2020)

[Traduction]

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, trois ou quatre députés ont pris la parole jusqu'ici, certains pour poser des questions, d'autres pour faire des déclarations, comme le député de Saint-Hyacinthe. Je m'étonne qu'il n'ait pas parlé de tout ce que nous faisons de bien dans sa circonscription. Nous venons tout juste de signer un accord pour un vaste complexe agricole dans sa région. Le connaissant et sachant quelle est sa délicatesse en politique, je m'étonne qu'il n'en ait pas fait mention. Je suis également surpris qu'il n'ait pas mentionné l'accord conclu avec sa région de La belle Province et visant à l'aider à résoudre ses problèmes de production excédentaire due aux conditions climatiques de l'an dernier et les difficultés que lui cause une récolte de sirop d'érable de qualité médiocre. Nous n'étions pas obligés de conclure cet accord, mais nous l'avons fait, et cela a valu un demi-million de dollars aux habitants de sa région. Je suis surpris aussi qu'il n'ait pas dit combien d'argent nous versons à l'école vétérinaire de Saint-Hyacinthe. Nous faisons tant pour sa région, et il en parle si peu!

Des voix: Bravo!

M. Wagner: J'avais seulement 20 minutes.

M. Whelan: J'ajouterai, monsieur l'Orateur, que le député a dit quelques sottises à propos de la politique laitière, que, consciemment ou non, il renforce les espoirs des producteurs laitiers; or il ne le ferait pas s'il connaissait le problème auquel se trouvent confrontés les producteurs laitiers du monde entier et, par conséquent, les nôtres. Rien ne permet de croire que les pays membres du Marché Commun veulent réduire leur production. Leurs excédents s'accumulent et l'État subventionne ces excédents. Cela ne fait pas beaucoup l'affaire de certains pays membres du Marché Commun. Ainsi, l'Allemagne de l'Ouest n'a pas d'excédents de produits laitiers, mais elle est, elle aussi, cause de ce problème, en déversant sur les marchés mondiaux 1,600,000 tonnes de lait en poudre. Il est déplorable de dire aux producteurs qu'ils devraient essayer de trouver un moyen d'accroître la production de ce bien périssable, mais c'est en substance ce que dit le député.

Le député prétend également que je stimule la production. Nous n'avons pas dit cela du tout. Nous avons dit aux producteurs que nous leur donnerions un revenu décent pour leur production, pour leurs investissements, pour leur travail et pour leurs aptitudes en matière de gestion. C'est ce que nous comptons faire et ce que les producteurs recevront en vertu de ce programme, je veux dire ceux qui produisent les quantités raisonnables de produits laitiers pour alimenter notre consommation intérieure ainsi que les marchés d'exportations que nous avons conquis au fil des années.

Soyons réalistes et résignons-nous: le cours mondial du lait en poudre est passé de plus de 1,400 dollars la tonne à moins de 400 en à peine plus d'un an. Qu'y pouvons-nous? Nous avons passé un accord avec les producteurs. Si le député croit que ça me fait plaisir de leur dire qu'on percevra un impôt sur leur production, il est dans l'erreur. Qu'il ne vienne pas me dire que nous avons agi inconsidérément en passant cet accord. Les producteurs savaient ce qu'on attendait d'eux.

La Commission canadienne du lait a très bien géré son programme de lait de transformation si on compare les résultats obtenus à ce que l'on constate dans les autres pays du monde depuis 1966. Ils étaient déjà en difficulté et maintenant tout le monde dit que c'est le marasme com-

[M. Wagner.]

plet. Je suis vraiment irrité, monsieur l'Orateur. Nous avons affaire à une entité biologique, à une vache. On ne peut pas la comparer à une usine où l'on peut tourner un bouton, arrêter ou reprendre la production, embaucher les travailleurs ou les mettre à pied et leur donner l'assurance-chômage. Comme il est impossible de débrancher une vache, il faut planifier la production du mieux possible.

J'entends des gens critiquer le système actuel. Par suite des excellentes conditions atmosphériques, de la qualité des pâturages et des fourrages, la situation n'aurait pu être meilleure l'an dernier et notre pays a connu une production élevée; en outre, les agriculteurs—je les connais aussi bien, je crois, ou même mieux que le député de Saint-Hyacinthe—ont utilisé l'an dernier un tiers de plus de produits laitiers. Par suite des bonnes conditions de fenaison et de fourrage, le lait a eu le plus fort pourcentage de protéines. Les protéines servent à fabriquer du bon lait.

L'an dernier, les agriculteurs ont utilisé un tiers de plus de protéines pour obtenir le meilleur rendement de leurs vaches. Les Offices provinciaux de commercialisation du lait ont recommandé à certains agriculteurs de produire le plus possible car l'entente devant entrer en vigueur le 1^{er} avril 1976 allait limiter les contingentements, et les agriculteurs devraient se plier à cette condition. Ils n'auraient pas dû faire cela, et je leur ai dit. Je leur ai dit en avril, l'an dernier, quand j'ai annoncé le programme, je leur ai dit en juin et répété en septembre, mais certains n'ont pas fait attention.

Il y a beaucoup de producteurs dans la circonscription du député. Le critique de son parti en matière de consommation et de corporations, qui vient des Cantons de l'Est, sait que les producteurs de cette région n'ont pas accru leur production de plus de 5 p. 100. Ce sont eux qui sont le plus touchés, parce qu'ils n'ont pas causé ce problème, mais ils doivent en subir les conséquences au même titre que ceux qui ont accru leur production de 40, 60 et même 80 p. 100 dans certains cas, tout en sachant très bien qu'ils éprouveraient des difficultés cette année, mais en espérant qu'un contingentement serait fixé le 1^{er} avril 1976. Nous n'avons tout simplement pas les débouchés nécessaires pour écouler ces produits.

Les députés devraient se rappeler qu'il y a tout juste deux ans, nous importions du beurre au Canada. La Commission canadienne du lait avait recommandé que le ministère de l'Industrie et du Commerce importe 50 millions de livres de beurre pour empêcher les producteurs de beurre de produire un excédent, mais qu'il y en ait assez pour les besoins du pays. Pour être certains d'avoir du beurre, nous en avons donc importé de nos partenaires du Commonwealth et de certains pays européens, mais maintenant notre approvisionnement en beurre suffit aux besoins de notre population. Nous n'avons pas d'excédent monstre comme certains le disent. Nous pouvons satisfaire à nos propres besoins dans notre propre pays. Je tiens toutefois à répéter que ni moi ni le gouvernement actuel n'avons dit aux producteurs d'augmenter leur production. Nous avons dit que nous voulions 5 p. 100 que c'était tout ce que nous pouvions tolérer pour l'année laitière 1975-1976, et je puis citer certains chiffres.

● (2030)

J'ai donné des chiffres plus tôt, mais voyons le cas des deux plus grosses provinces productrices de produits laitiers qui produisent du lait industriel, et comparons avril de l'année dernière à avril de cette année. Le Québec a augmenté sa production de 20 p. 100 par rapport à l'année dernière et l'Ontario de 15 p. 100. Pour l'ensemble du pays à